



PAYS DE LA LOIRE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE

Enquête sur les modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale de la région Pays de la Loire

Etude réalisée par Jean-Martial Bonis Charancle et Sylvain Colmet Daage

Décembre 2023

Avec le soutien de :



Table des matières

Liste des acronymes	3
Éléments de méthodologie	4
Généralités, secteurs et modes d'intervention	5
Type d'association	5
Localisation	6
Ancienneté	6
Secteurs d'intervention	7
Zones d'intervention	8
Modèle économique.....	8
Budget	8
Sources de financement.....	9
Modèle économique	10
Ressources humaines.....	12
Bénévoles	12
Salariés	12
Dispositifs d'appui aux ressources humaines	14
Gouvernance	14
Communication.....	15
Partenariats	15
Trajectoires	16
Niveau de confiance.....	16
Ambitions et contraintes	17
Typologie des ASI en Pays de la Loire.....	18
Relations et attentes vis-à-vis de PDLCI	21
Adhésion.....	21
Participation aux activités de PDLCI	21
Attentes vis-à-vis de PDLCI	23

Liste des acronymes

AAP – Appel à projets

AFD – Agence Française de Développement

AMSASI – Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité
Internationale

ASI – Association de Solidarité Internationale

ECSI – Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

OSIM – Organisation de Solidarité Internationale issue des Migrations

PDL – Pays de la Loire

PDLCI – Pays de la Loire Coopération Internationale

PED – Pays en Développement

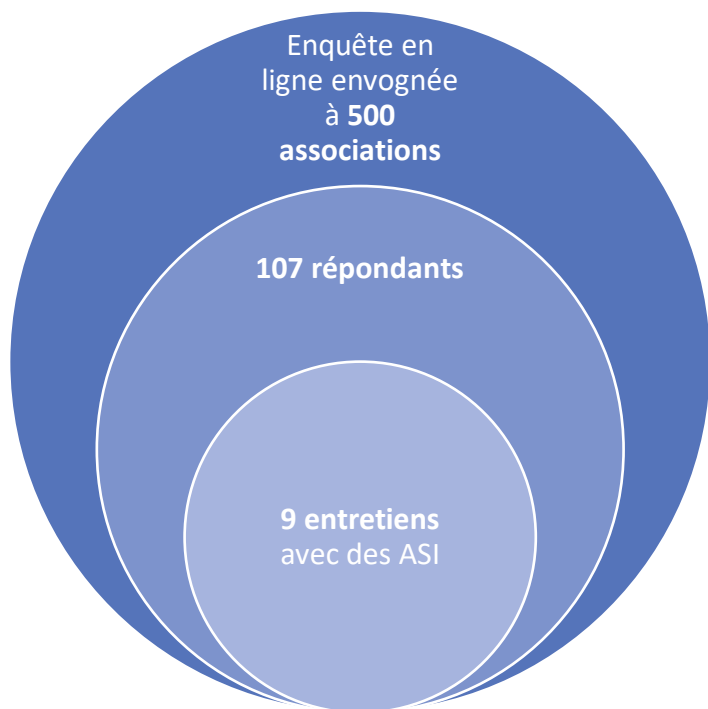
RH - Ressources Humaines

RRMA – Réseau Régional Multi-acteurs

VSI- Volontariat de solidarité internationale

Éléments de méthodologie

Pays de la Loire Coopération Internationale a mobilisé deux consultants afin de réaliser une étude sur les modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale du territoire (étude AMSASI), ainsi que leurs attentes vis-à-vis du Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA). La méthodologie d'enquête avait été développée en 2021 par le réseau néo-aquitain SO Coopération. Elle a ensuite été reprise par la plupart des réseaux régionaux multi-acteurs, ce qui permettra de consolider les données recueillies à un niveau interrégional et de comparer les résultats obtenus d'un territoire à l'autre. Le travail préparatoire a consisté à ajuster le questionnaire aux spécificités de la région Pays de la Loire et aux activités du réseau. Des entretiens préliminaires ont également été réalisés avec 3 collectivités territoriales portant des dispositifs de soutien à destination des associations de solidarité internationale ligériennes : le Conseil Régional des Pays de la Loire, le Département de Loire-Atlantique et la Ville de Nantes.



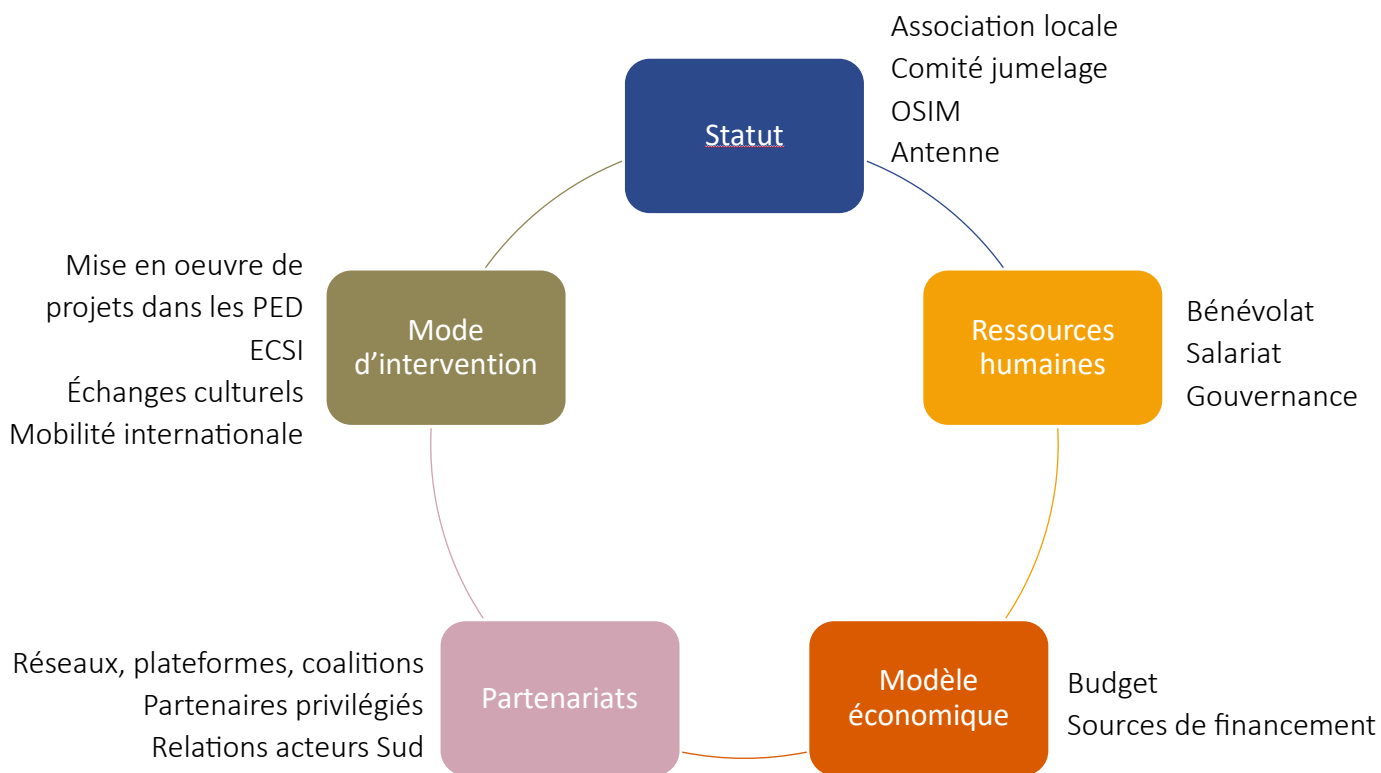
Le questionnaire a été envoyé à près de 500 associations de solidarité internationale basées en Pays de la Loire, parmi lesquelles un taux de réponse de plus de 20% a été obtenu (107 répondants).

Suite à l'analyse des réponses, 9 entretiens ont été conduits avec des ASI représentatives des différentes situations.

Les principaux objectifs de l'enquête étaient de :

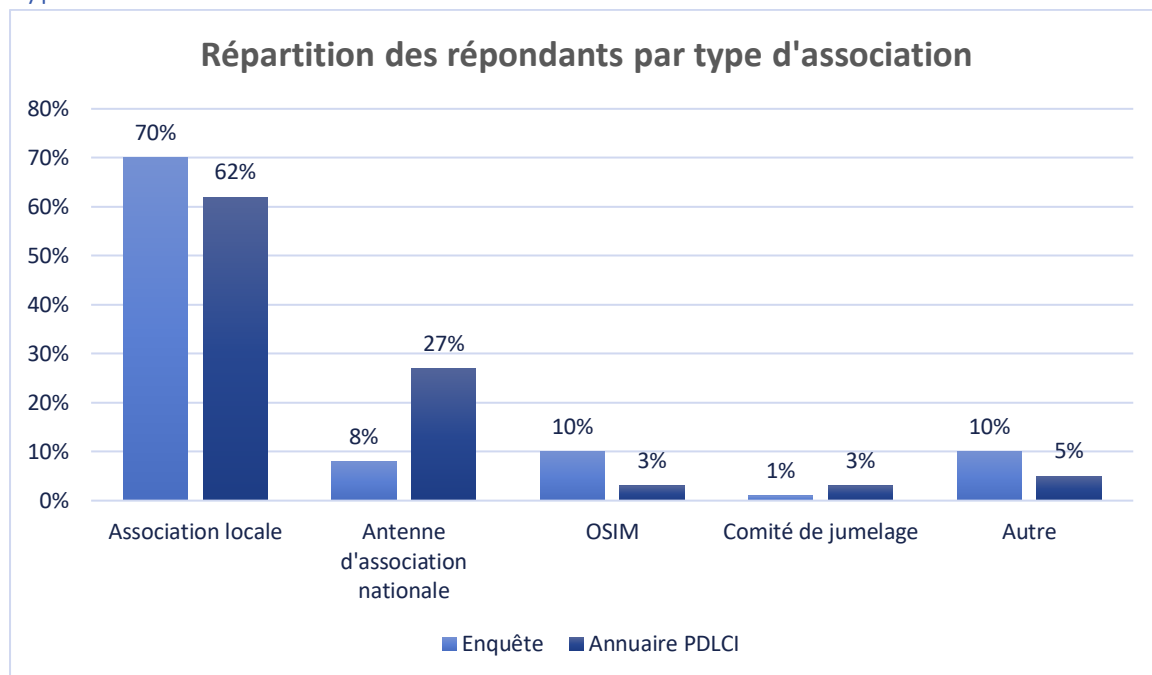
1. Faire un diagnostic des modèles socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale (ASI) en région Pays de la Loire
2. Analyser les évolutions du secteur et les stratégies déployées par les ASI

Dans cette perspective, différentes typologies ont été établies pour analyser et croiser les données récoltées.



Généralités, secteurs et modes d'intervention

Type d'association

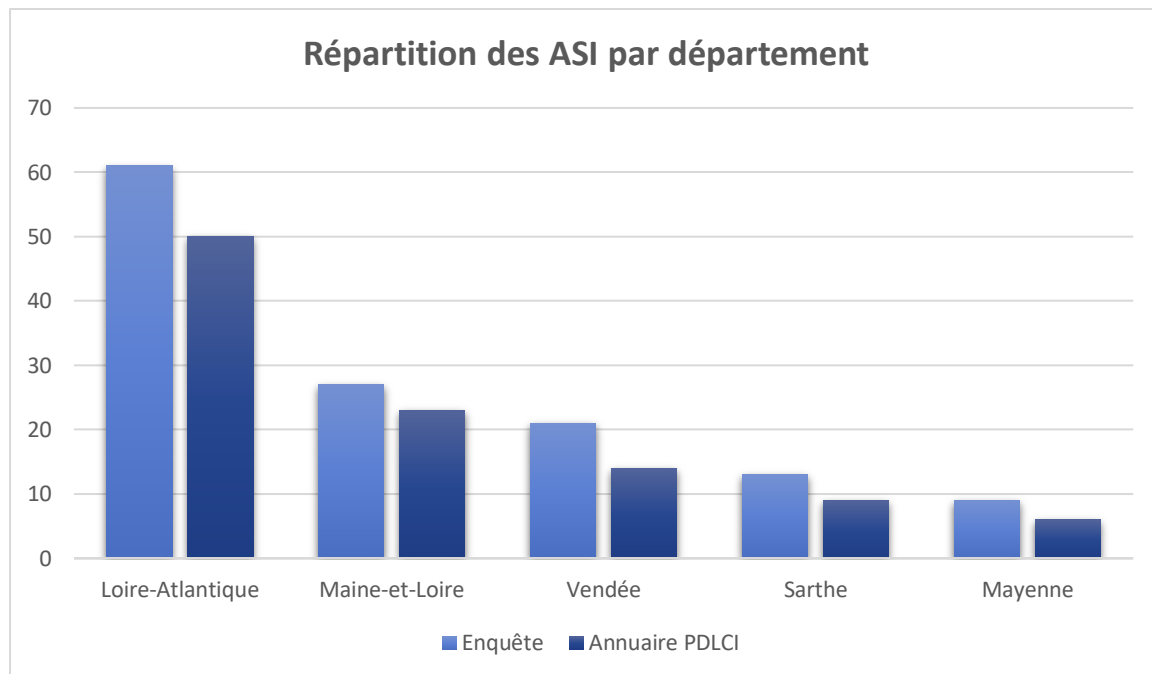


Les Organisation de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM) ont répondu massivement (peut-être sous-estimées dans l'annuaire dans l'annuaire de PDLCI).

Les antennes d'associations nationales ont peu répondu.

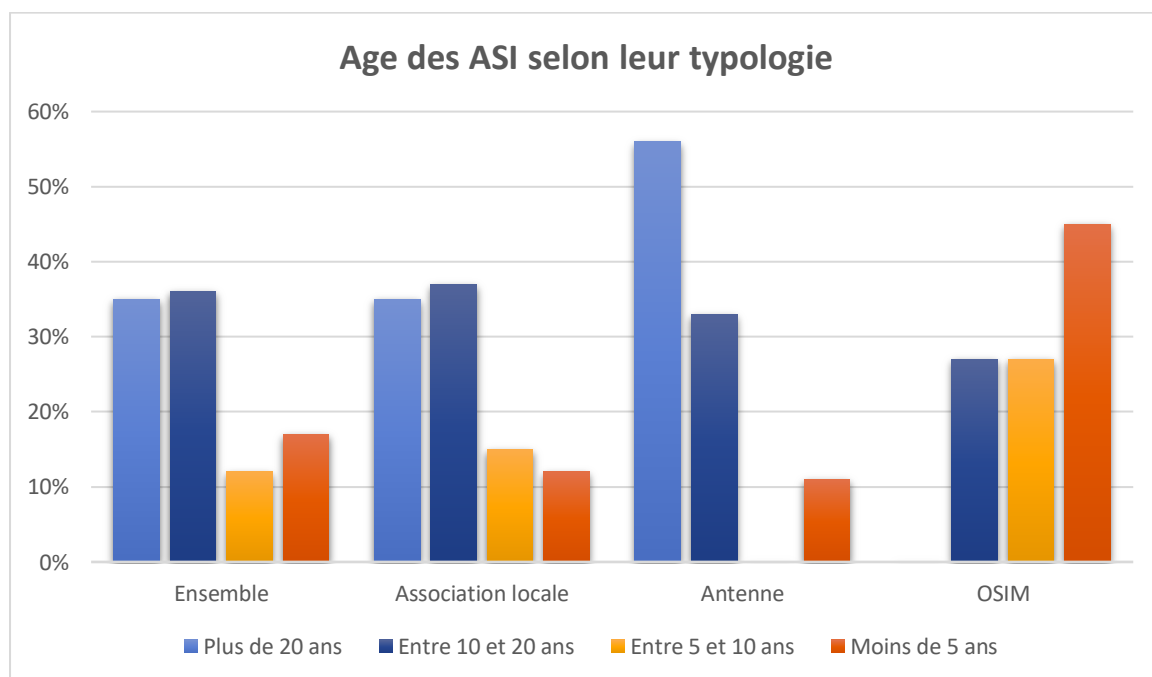
Un seul comité de jumelage a répondu à l'enquête et ne sera pas pris en compte dans les analyses à suivre. Les « autres » sont majoritairement des associations locales ; en raison de leur faible représentativité, elles ne seront pas prises en compte également).

Localisation



La répartition des répondants par département est globalement conforme à l'annuaire.

Ancienneté

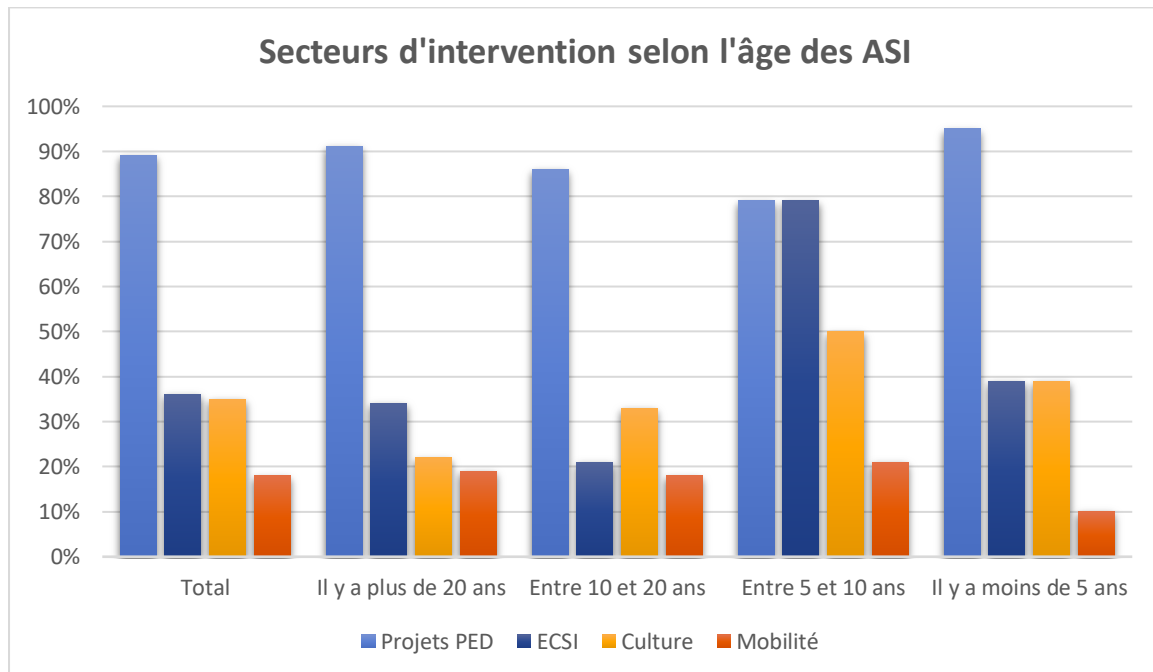


35% des associations répondantes ont plus de 20 ans et 17% moins de 5 ans.

Les antennes et associations locales sont plutôt anciennes.

La région connaît un fort dynamisme de création d'OSIM, avec 45% qui ont moins de 5 ans et 18% qui ont moins de 2 ans.

Secteurs d'intervention



89% des associations répondantes interviennent dans des projets de développement. 36% interviennent dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI).

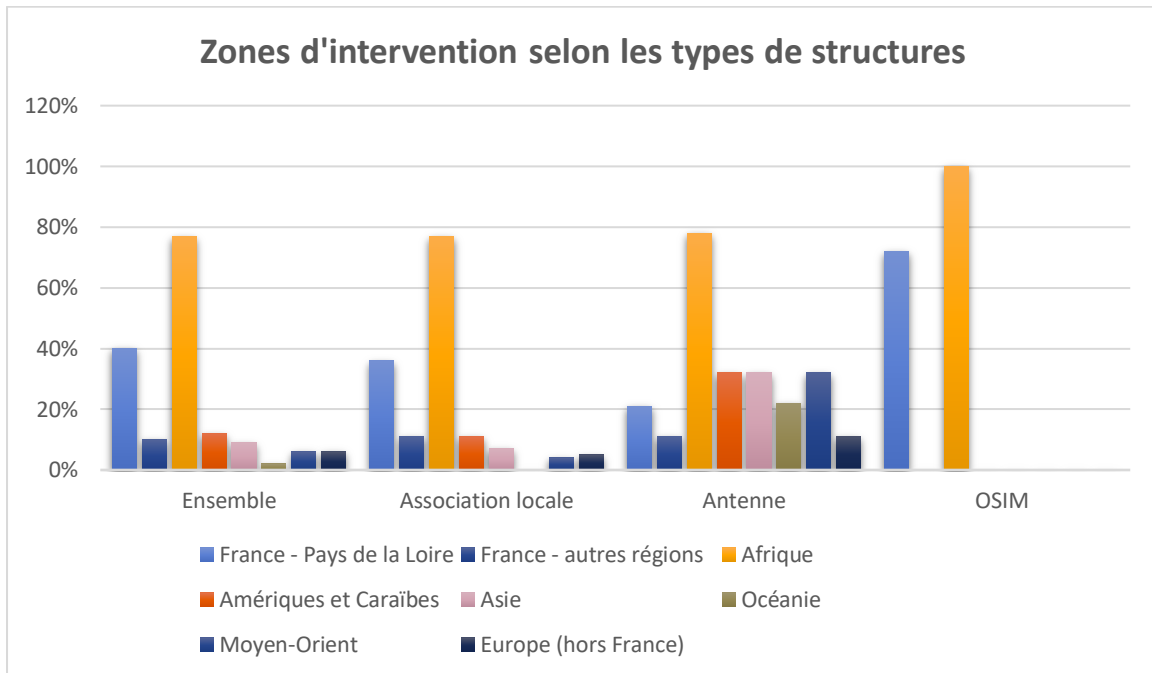
Les associations les plus anciennes (> 10 ans) sont centrées sur des projets dans les pays en développement (PED). Les plus jeunes (et les OSIM) sont plus « multi-actives ». Les 5-10 ans sont très actives en ECSI et dans le domaine de la culture. Les associations ayant des budgets annuels supérieurs à 130 000 € sont actives en projets de développement (88%) et en ECSI (63%).

Les plus actives en ECSI sont les associations de 5-10 ans (79%), les OSIM (73%) et les associations ayant un budget supérieur à 130 000 € (63%).

Les plus actives sur les échanges culturels sont les associations de 5-10 ans (50 %), les OSIM (55%) et les associations ayant un budget inférieur à 10 000 € (42%).

Le champ de la mobilité internationale reste faiblement investi même chez les associations les plus importantes (13%).

Zones d'intervention

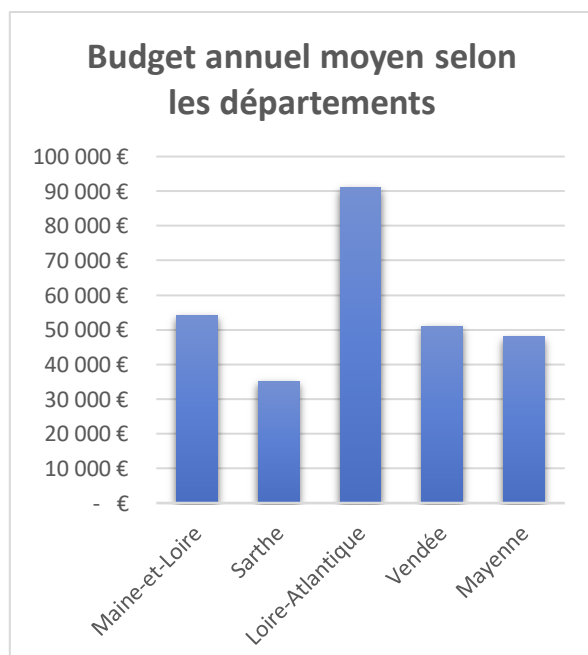
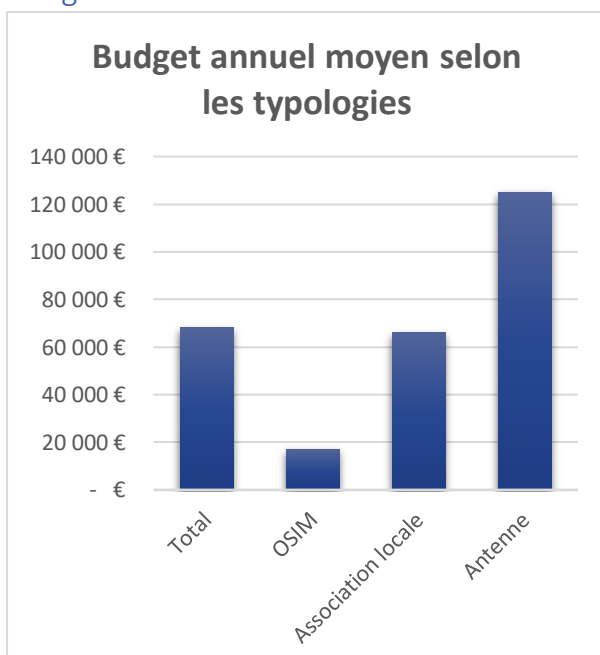


77% des associations répondantes interviennent en Afrique. 40% interviennent dans la région des Pays de la Loire.

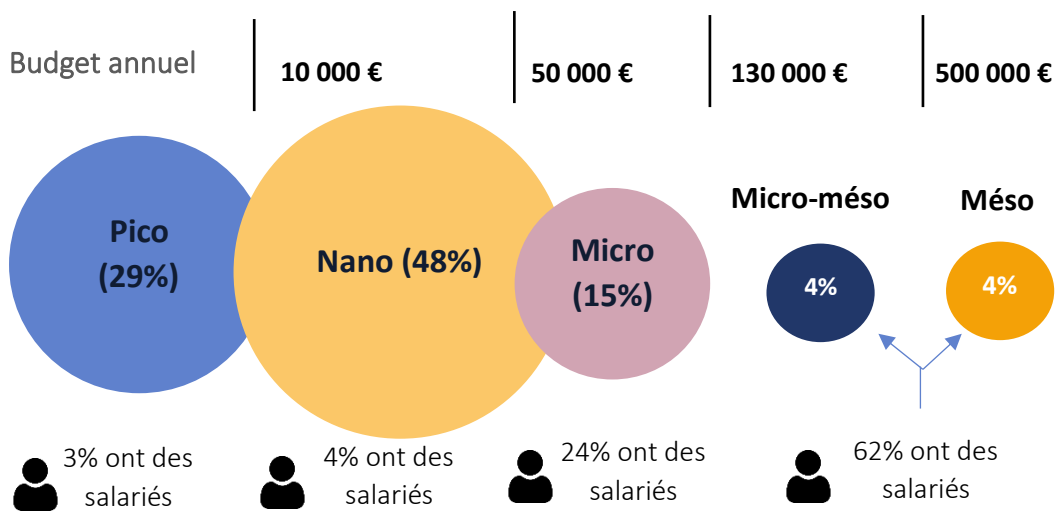
Les antennes ont des zones d'intervention plus diversifiées.

Modèle économique

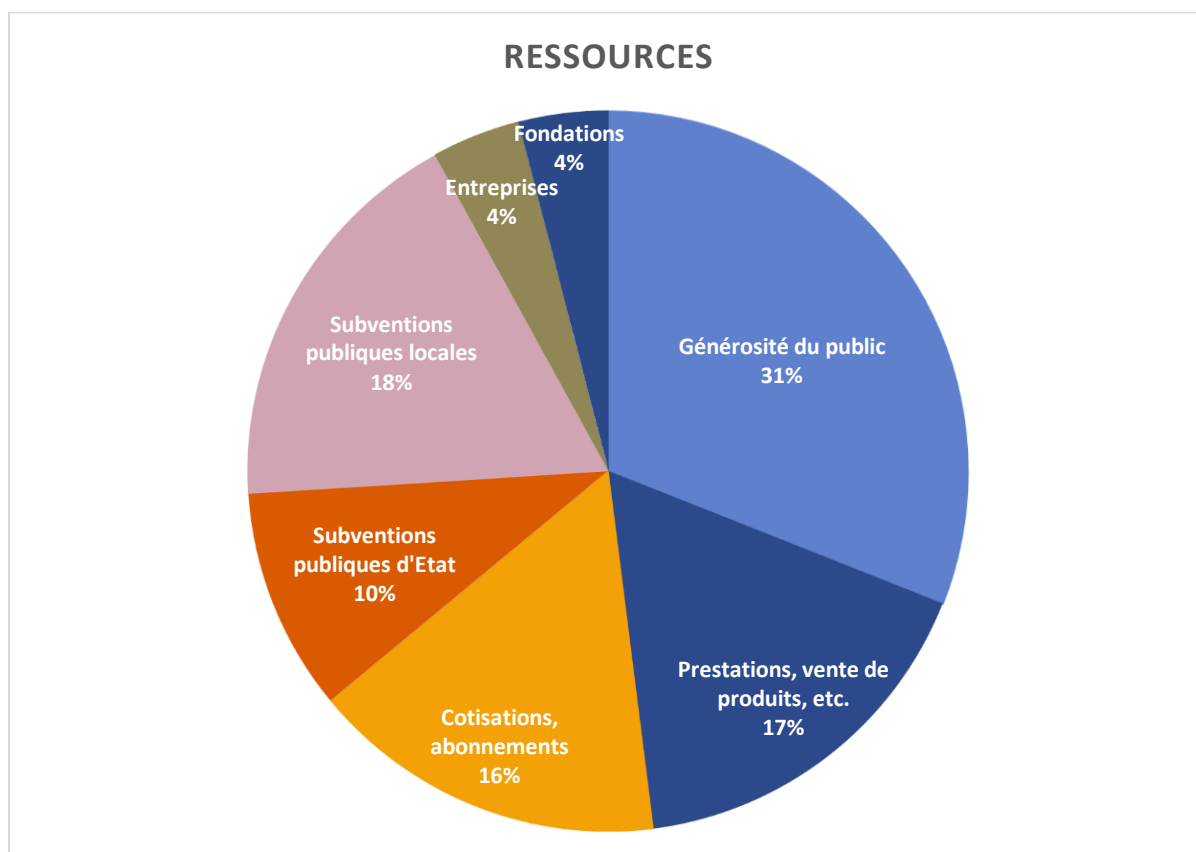
Budget



29% des associations répondantes ont un budget annuel inférieur à 10 000 €. 77% ont un budget annuel inférieur à 50 000 €.



Sources de financement

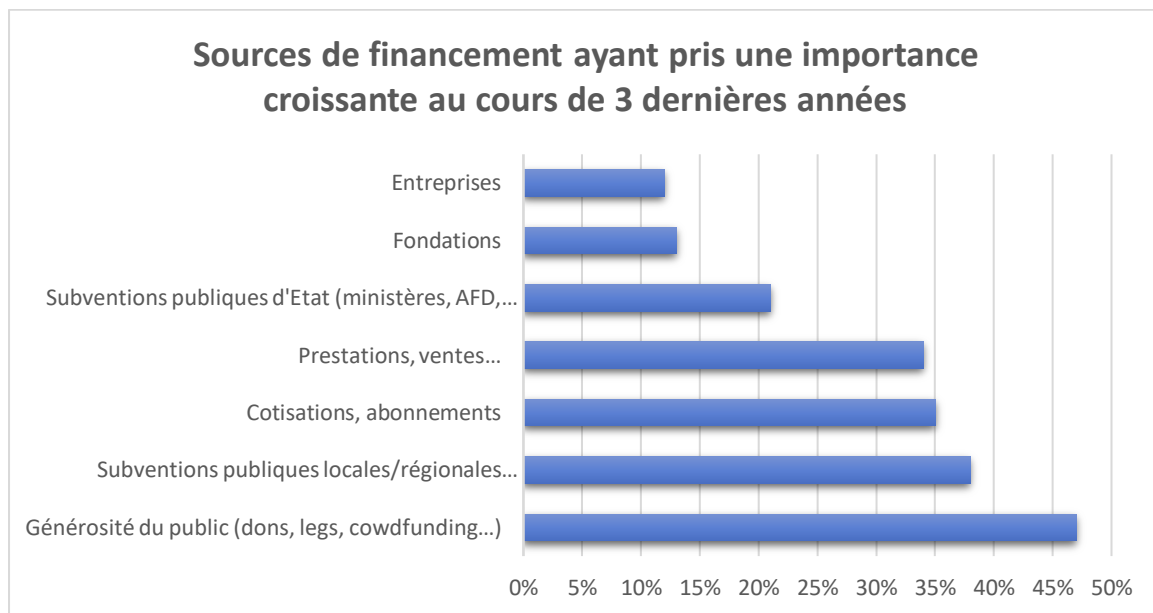


Le modèle économique des ASI ligériennes apparaît relativement autonome, avec 64% des ressources issues de la générosité du public, des ventes et cotisations, contre 28% provenant de subventions publiques.

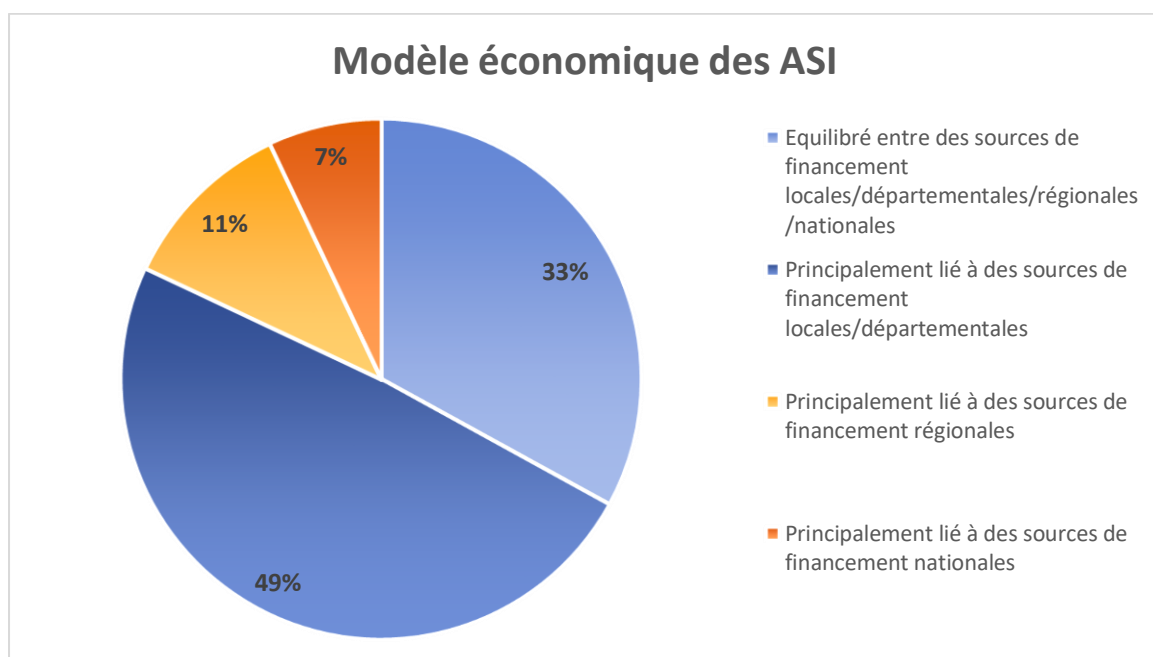
Modèle économique

Le modèle est différent chez les plus grosses organisations (budget annuel supérieur à 130 000€) : il est davantage centré sur les subventions nationales et les fondations. Les subventions publiques locales/régionales sont plus faibles en Mayenne (6%) et en Sarthe (10%).

78% des associations répondantes considèrent que leur modèle économique est aussi solide (50%) ou plus solide (28%) qu'il y a 3 ans, avec une prédominance des associations ayant des salariés (42%) et des associations ayant un budget annuel supérieur à 130 000 € (38%). 22% considèrent qu'il est moins solide, avec une prédominance des organisations de moins de 5 ans (39%) et des associations ayant un budget annuel de moins de 10 000 € (32%).



Le modèle évolue faiblement ; ce sont les ressources les plus importantes qui augmentent le plus fortement. La croissance des sources de financement exacerbe le modèle économique dominant, qui est plutôt basé sur des ressources locales/départementales.

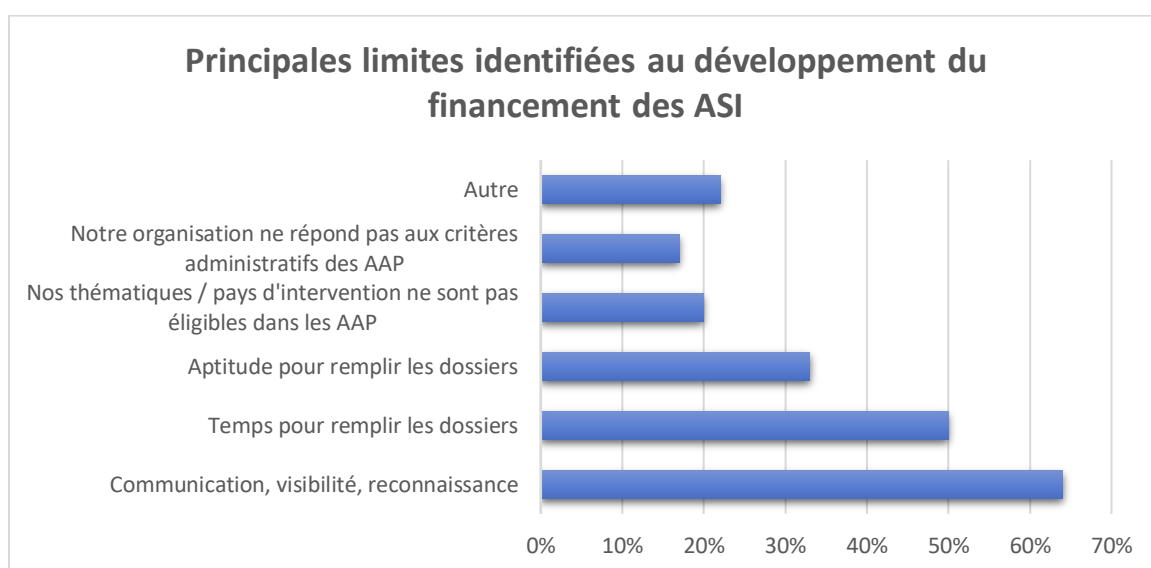


61% des ASI interrogées répondent à des appels à projets (33% régulièrement). Les AAP auxquels les ASI répondent le plus souvent et avec les meilleurs taux de succès sont ceux des Conseils Départementaux (plusieurs départements ont des AAP en Pays de la Loire) et du Conseil Régional.

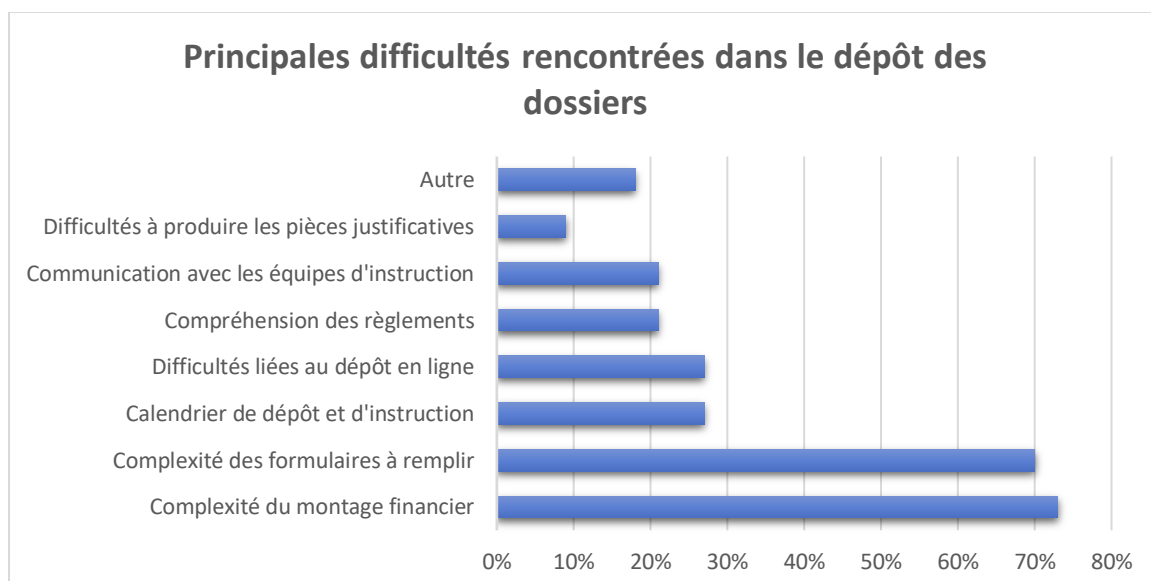
Les organisations les plus « professionnalisées » ont intégré les AAP dans leur modèle économique :

- 100% de celles qui ont des salariés
- 100% de celles qui ont un budget annuel supérieur à 130 000 €

Cette mobilisation des AAP est variable selon les départements : 44% en Mayenne contre 67% en Loire-Atlantique.



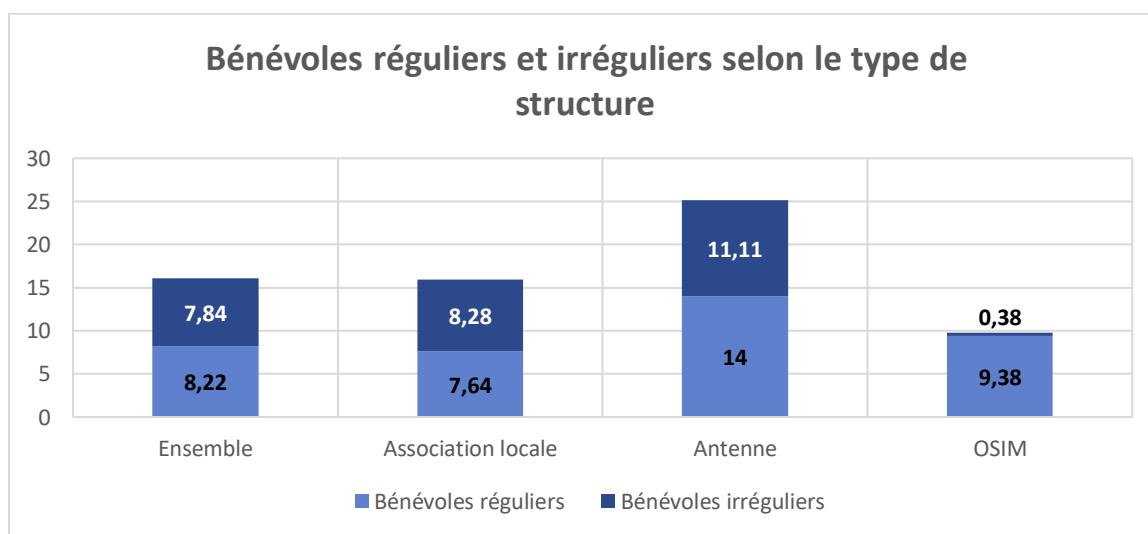
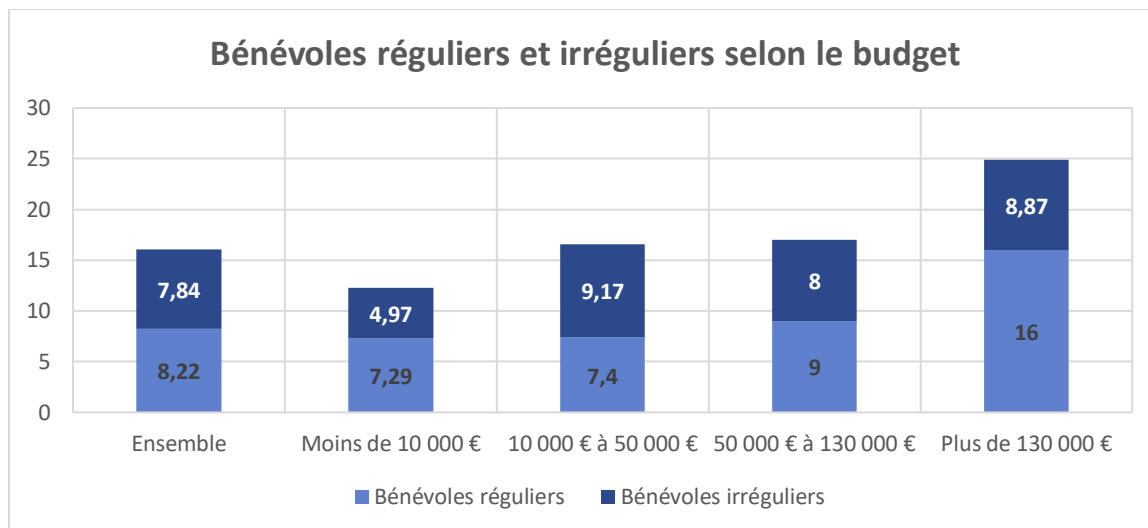
33% des associations répondantes rencontrent des difficultés pour compléter des dossiers de demande de subvention.



Ressources humaines

Bénévoles

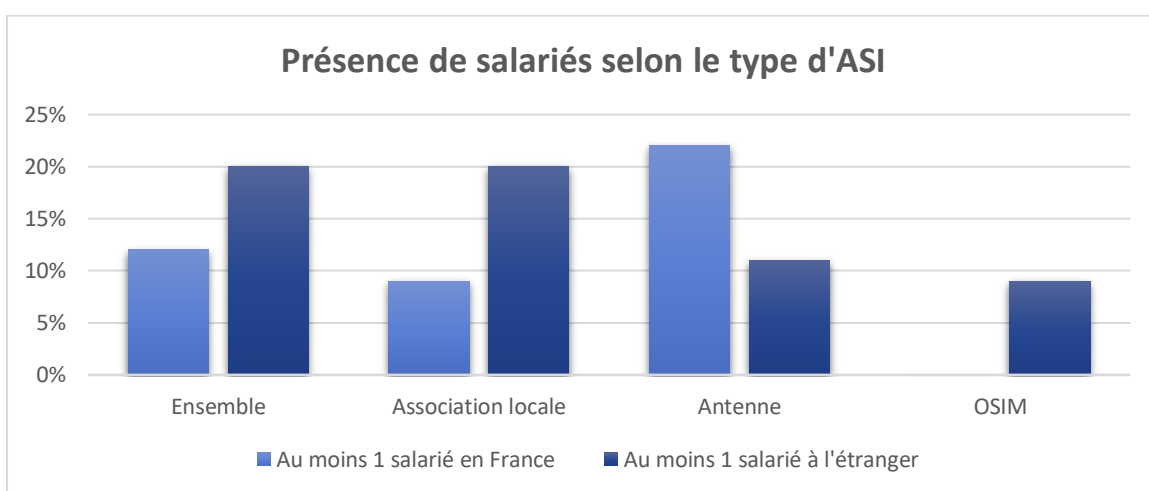
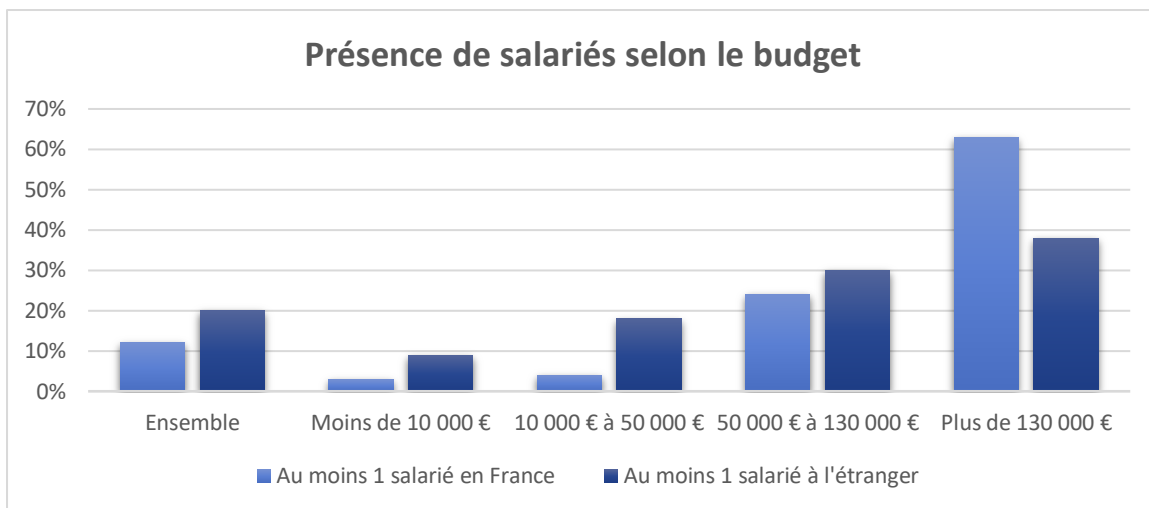
La mobilisation des bénévoles reste un enjeu important, avec 16 bénévoles par ASI en moyenne, dont 8 réguliers. 57% des associations répondantes ont moins de 5 bénévoles réguliers. Les OSIM ont peu de bénévoles mais très actifs.



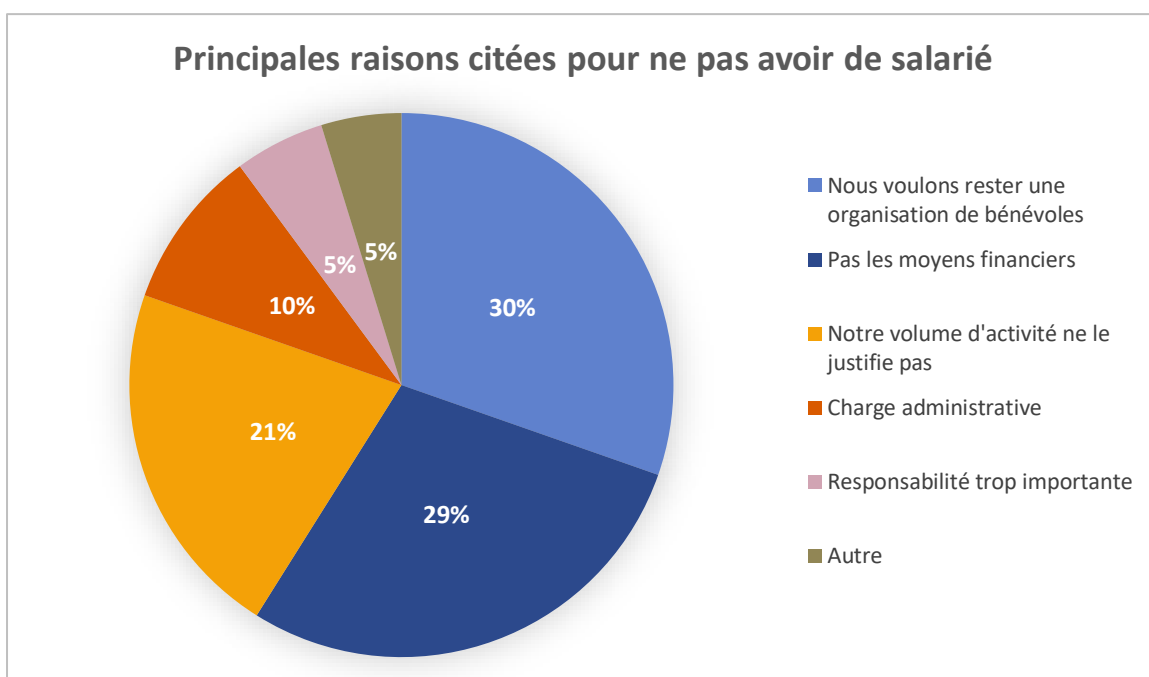
59% des ASI ont des difficultés à mobiliser des bénévoles ; cette tendance est plus fortement marquée chez les associations ayant un budget de plus de 130 000 € (75%) et moins fortement chez les associations de moins de 5 ans (39%). 45% des ASI ont des difficultés pour mobiliser les jeunes (seulement 11 % chez les associations de moins de 5 ans). 64% des ASI aimeraient augmenter le nombre de bénévoles dans les années à venir.

Salariés

12% des ASI ont des salariés en France (5% un seul, 7% plusieurs). 20% ont des salariés à l'étranger (5% un seul, 12 % plusieurs).



Les ASI qui ont des salariés en France sont plutôt les grosses (>130 000 €), les antennes, les anciennes (>20 ans). 15 % des ASI envisagent de recruter (36% des OSIM et 50% des ASI qui ont déjà des salariés).



67% des ASI ayant un budget de plus de 130 000 € et pas de salarié souhaitent rester une organisation de bénévoles. 64% des OSIM n'ayant pas de salarié déclarent être limités par les moyens financiers.

Dispositifs d'appui aux ressources humaines

Les dispositifs d'appui RH sont peu utilisés mais appréciés. 10% des ASI ont utilisé un dispositif d'appui au cours des 3 dernières années.

Dispositif	Taux de mobilisation	Spécificités	Taux de satisfaction
Service civique	9%	30 % pour les budgets de 50 à 130 000 €	100%
Stagiaires rémunérés	7%	50% pour les budgets >130 000 €	71%
VSI	11%	38% pour les budgets >130 000 €	83%
Mécénat de compétence	9%	27% des OSIM (gestion de projet, recherche de fonds, communication)	90%
Autres (emploi aidé, stage)	8%	22 % pour les antennes	89%

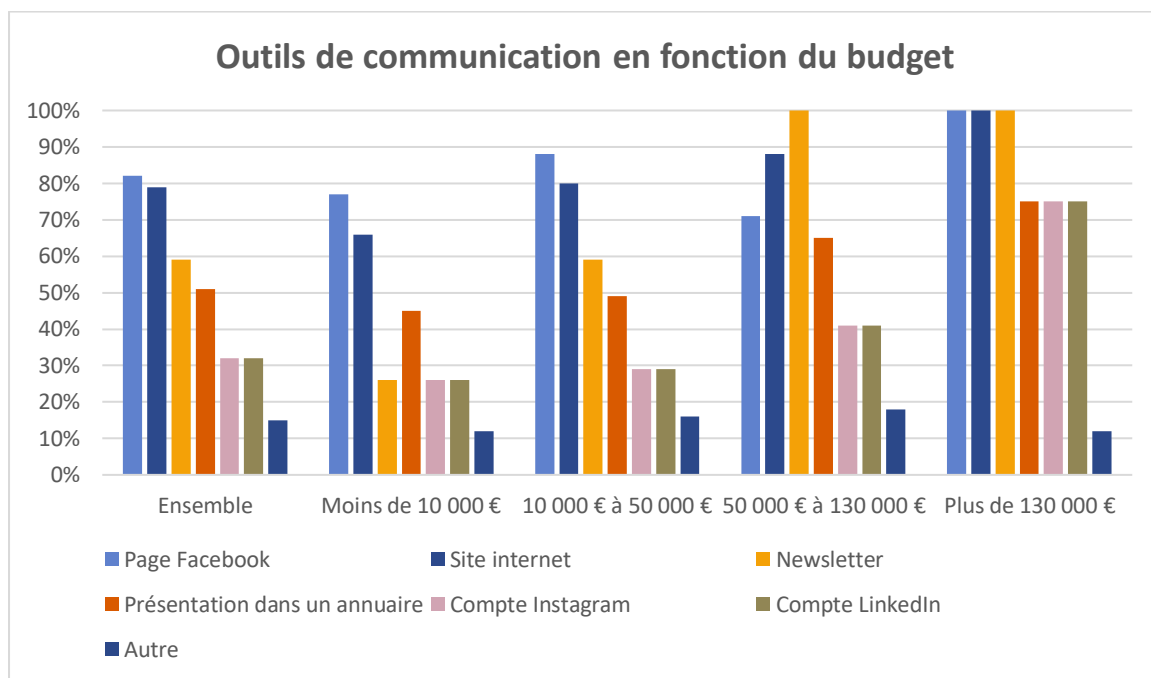


Gouvernance

Globalement, la gouvernance des ASI reste plutôt satisfaisante, mais pas assez renouvelée. 85 à 90% des ASI considèrent que le Conseil d'Administration se réunit régulièrement et que ses membres constituent le noyau dur des bénévoles. Mais seulement 44% considèrent que le CA se renouvelle régulièrement et 36% considèrent que le-la président-e est renouvelé-e régulièrement (sauf les antennes, satisfaites à 69%).

Communication

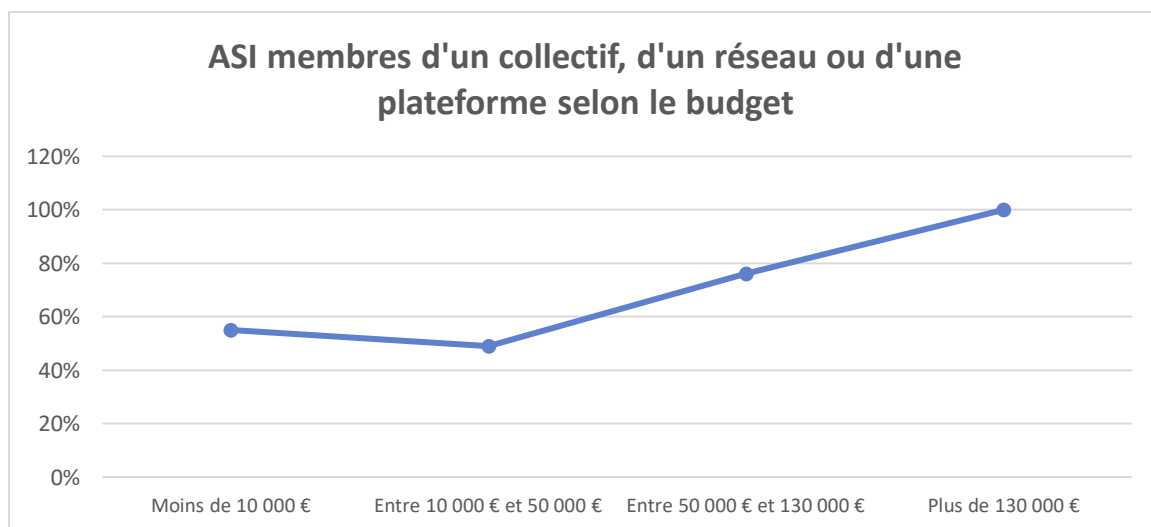
64% des ASI sont satisfaites de leur visibilité (mais les associations ayant un budget de plus de 130 000 € sont insatisfaites à 63%) ; 7% sont très satisfaites. 83% utilisent Facebook et 79% ont un site internet.



62% des ASI ont une personne responsable de la communication (88 % pour les budgets > 130 000 €). 35 % des ASI ayant un ou des salariés ont une RH dédiée (57% pour les ASI ayant des budgets supérieurs à 130 000 €).

Partenariats

La participation des ASI à des collectifs augmente avec le budget.



50% des ASI ont des relations partenariales privilégiées avec d'autres organisations (qui ne sont pas des structures collectives). Il s'agit surtout des partenaires des projets (basés sur le terrain ou en France). L'appréciation des bénéfices retirés est supérieure dans le cas des partenariats privilégiés. Les structures collectives ne répondent pas totalement aux attentes.

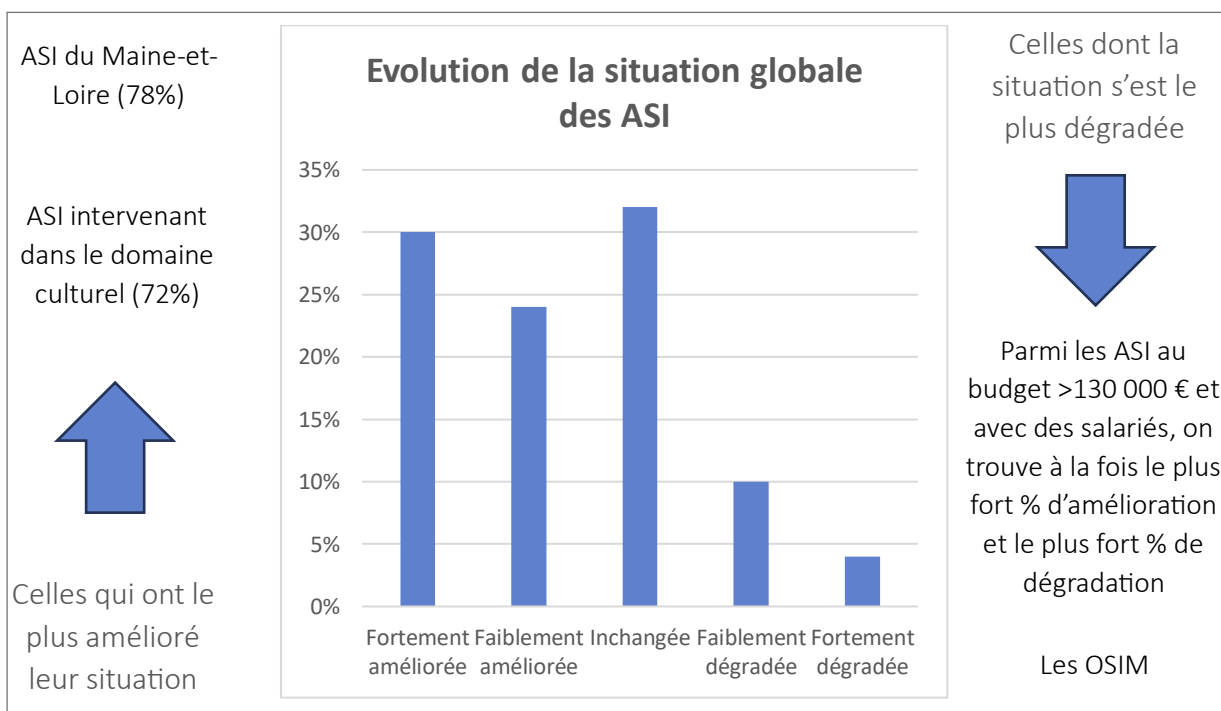
Appréciation des partenariats et de l'adhésion à des collectifs en fonction du budget (/10) :

	<10 000 €	10 000 - 50.000 €	50 000 - 130.000 €	>130 000 €
Partenariats privilégiés	7.82	8.04	8.42	8.25
Structures collectives	6.41	6.8	7.77	6.75

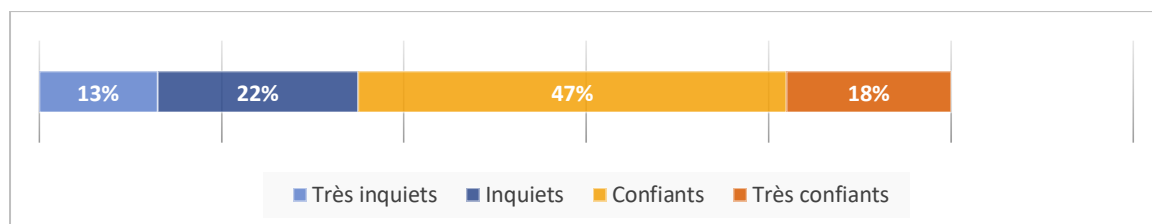
Trajectoires

Niveau de confiance

54% des ASI considèrent que leur situation s'est améliorée au cours des 3 dernières années (86% dont la situation est soit inchangée, soit améliorée).



Niveau de confiance :



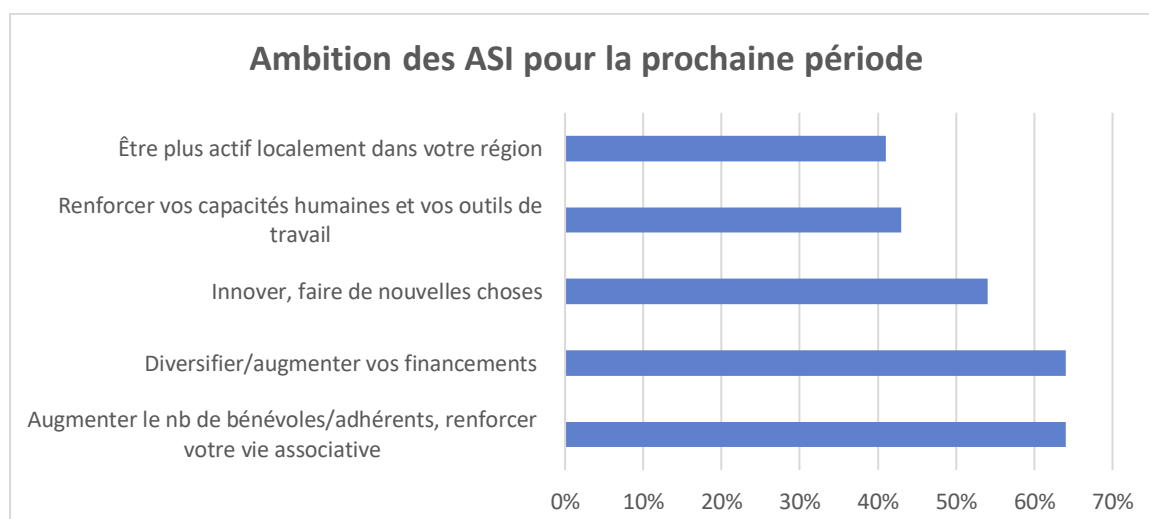
Il y a plus d'organisations « confiantes » (65%) que d'organisations « inquiètes » (35%). 53% des micro-associations (budget de 50 000 à 130 000 €) sont inquiètes ou très inquiètes ; c'est le seul groupe à être majoritairement inquiet. Les OSIM sont très confiantes à 55% et les antennes à 44%.

Les ASI expriment en outre un questionnement sur l'avenir de la solidarité internationale, qui peut traduire les tensions actuelles sur le secteur. Ce sont surtout les organisations les plus anciennes qui ressentent des difficultés de mises en œuvre. Les OSIM et les ASI avec les plus gros budgets s'inquiètent davantage de la baisse d'intérêt pour la solidarité internationale. Les organisations les plus jeunes craignent pour leur pérennisation.

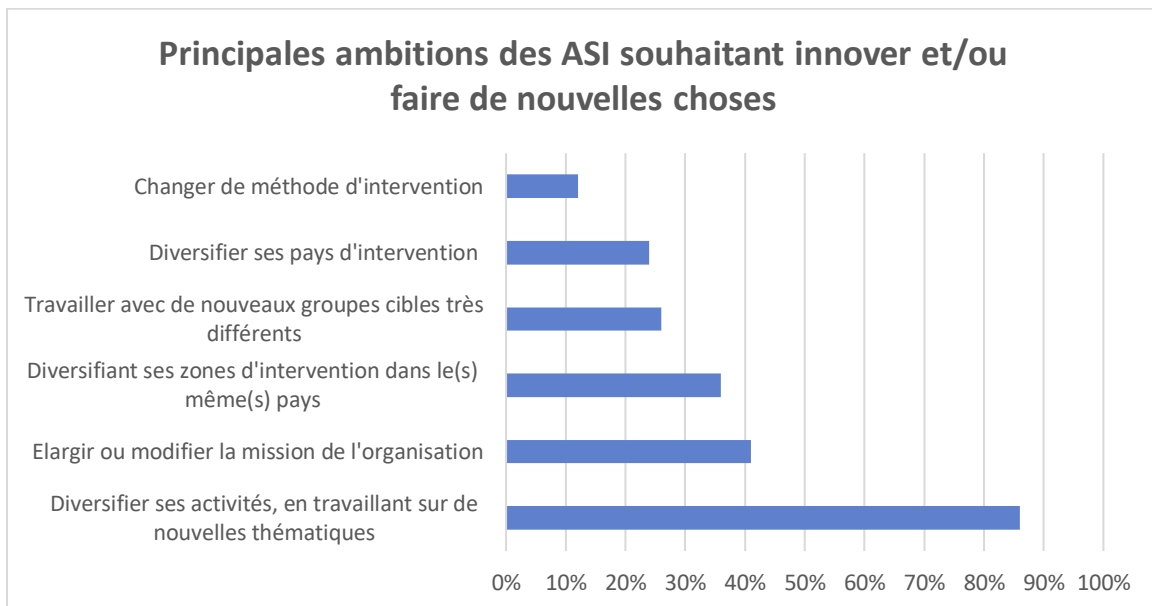


Ambitions et contraintes

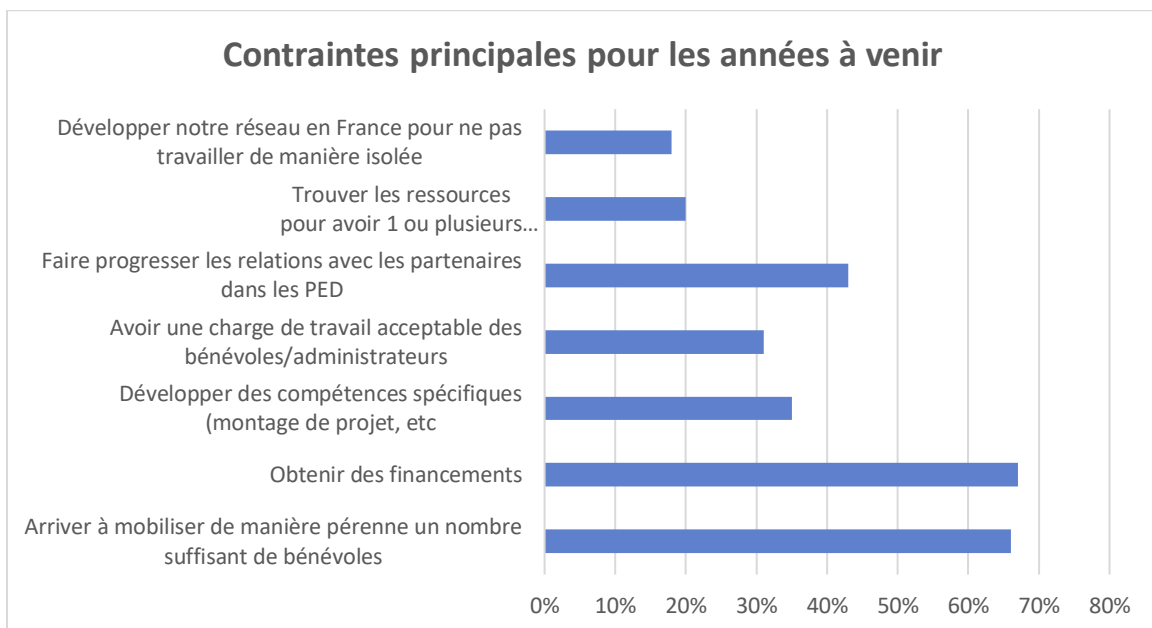
Les ASI interrogées présentent des ambitions raisonnables. 54% veulent sécuriser ce qu'elles ont : ni croître ni décliner.



Les ASI se disent prêtent à s’impliquer sur de nouveaux sujets, sans parler de remise en cause profonde.



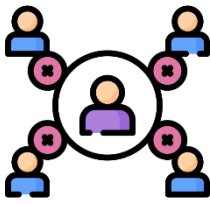
Les principales contraintes d’évolution concernent la mobilisation de bénévoles et de financements. 37% des ASI d’âge moyen (5 à 20 ans) souhaitent trouver des ressources pour recruter un ou des salariés.



Typologie des ASI en Pays de la Loire

Cette typologie est issue d’une analyse statistique multi-factorielle. Elle fait apparaître 4 profils d’ASI ayant toutes des parcours, des enjeux et des besoins d’accompagnement différents.

LES ISOLEES



Budget annuel moyen de 40 000 €, diversifié et basé sur des ressources locales / départementales.

Nombre important de jeunes organisations (30% ont moins de 5 ans).

Mode d'intervention principal : projets dans des pays partenaires en Afrique.

Pas de salarié ; 6 ou 7 bénévoles réguliers.

Ces ASI ne sont pas très connectées, et centrées sur un périmètre géographique limité (leur commune ou leur département). Elles sont peu présentes dans les dynamiques collectives (seules 37%) et en sont globalement peu satisfaites.

Leurs principaux enjeux sont la mobilisation de financements et de bénévoles, mais aussi le renforcement de leurs capacités.

Certaines se considèrent plus solides qu'il y a 3 ans mais leur niveau de confiance pour les années à venir n'est pas élevé. Elles ressentent une menace existentielle en raison du contexte externe, sont inquiètes concernant la direction à suivre.

PDLCI devrait aller les chercher pour réfléchir avec elles et les appuyer, mais elles ne sont pas faciles à identifier.

Budget annuel moyen de 8 000 €, constitué de dons sous diverses formes (aucune subvention- ne répondent pas à des AAP.)

Petit groupe d'ASI (moins de 10% du total), avec de nombreuses OSIM.

Actives en France, dans le cadre de l'ECSI ou de la culture ; portent rarement des projets de développement.

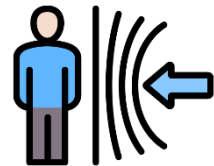
Leur modèle économique a été fragilisé par le COVID. Elles connaissent actuellement une baisse de leur volume d'activité.

Elles n'ont pas de salarié, peu d'adhérents et un nombre limité de bénévoles (8 en moyenne). C'est pourtant le groupe qui est le plus satisfait de sa visibilité.

Deux tiers d'entre elles participent à des réseaux (63%), mais elles sont clivées dans leur appréciation de ce que ces derniers leur apportent (60 % ne sont pas satisfaites et 40% sont très satisfaites).

Elles restent optimistes concernant les 3 années à venir, ne se sentent pas menacés. Les pico-résilientes voudraient innover et sont ouvertes à changer de modèle. Elles tournent au ralenti mais restent à l'affût et n'ont pas rendu les armes. Du fait d'un volume d'activités réduit et probablement discontinu, elles sont coriaces et résilientes.

LES PICO-RESILIENTES



LES VOLONTARISTES



Budget annuel moyen de 125 000 € (presque des méso), en majorité issu de subventions (60%), qui sont surtout locales ou régionales (plus quelques fondations et entreprises ces dernières années).

Mode d'intervention principal diversifié : projets de développement, échanges culturels, ECSI (de plus en plus).

Dans les pays partenaires, elles mettent en avant le financement des partenaires locaux (localisation de l'aide).

C'est dans cette catégorie que l'on trouve le plus d'ASI ayant des salariés (mais tout de même 68% qui n'en ont pas). Mais le salariat fait partie du modèle et les volontaristes sont les ASI qui veulent le plus recruter de nouveaux salariés.

Les volontaristes jouent collectif ; elles sont toutes impliquées dans des réseaux et en attendent beaucoup, y compris sur le plan de la représentation. Elles sont prêtes à mutualiser pour avancer.

Le groupe est inégal en ce qui concerne les trajectoires, avec des ASI en progression et d'autres en difficulté, certaines optimistes et d'autres pessimistes. On trouve dans cette catégorie des organisations qui ont dû réduire la voilure ces dernières années (mais qui espère se relancer).

Elles voient des opportunités dans le contexte actuel (se rendre utile, accès aux financements). Elles sont ambitieuses, veulent innover, être plus actives localement, diversifier leurs financements.

Budget annuel moyen de 90 000 €, équilibré avec des sources de financement diversifiées (subventions publiques, notamment régionales, représentent 33% du budget).

Second groupe en nombre. Plus anciennes organisations (15 ans en moyenne). Antennes.

Mode d'intervention principal : projets de développement en Afrique, implication dans la conception de projets et missions de supervision/suivi régulières. Peu actives en France.

Elles mobilisent une grande énergie autour d'elles (salariés pour 15% d'entre elles, adhérents, bénévoles).

Elles sont impliquées dans les dynamiques collectives (75%) et expriment une satisfaction plus haute que les autres groupes vis-à-vis des réseaux (7.25).

Elles ne sont pas très confiantes pour les années à venir (6.6) ; elles ressentent une pression sur leur modèle par projet mais pensent pouvoir continuer un certain temps à vivre sur leurs acquis.

Elles veulent sécuriser l'existant plutôt que changer. Leurs principaux enjeux concernent la mobilisation de financements et de bénévoles. Elles se sentent peu concernées par les enjeux émergents.

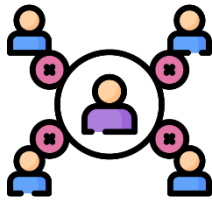
LES CLASSIQUES



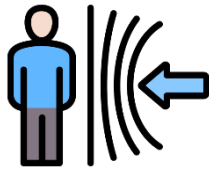
Relations et attentes vis-à-vis de PDLCI

Adhésion

54% des ASI interrogées sont adhérentes à PDLCI. Cette adhésion est plus fréquente (83%) chez les ASI ayant au moins un salarié. Elle est croissante en fonction du budget (de 39% à 75%).



47%



13%



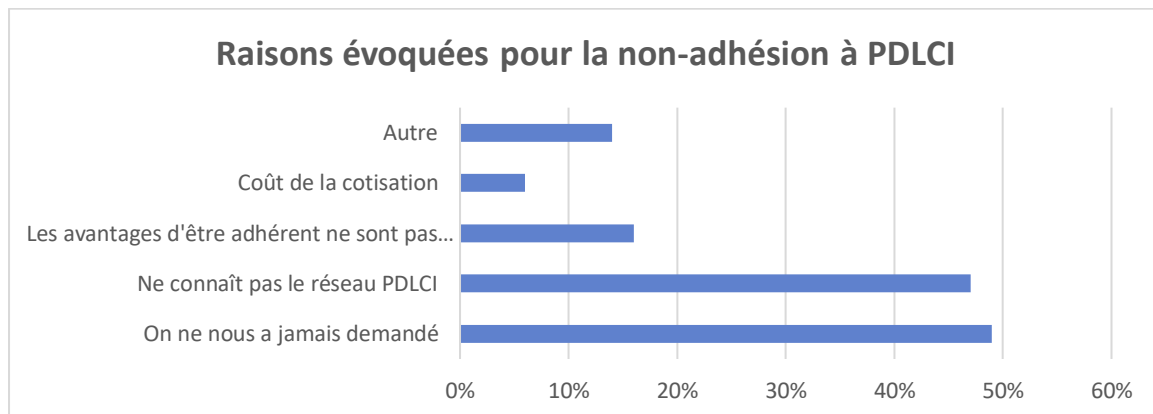
64%



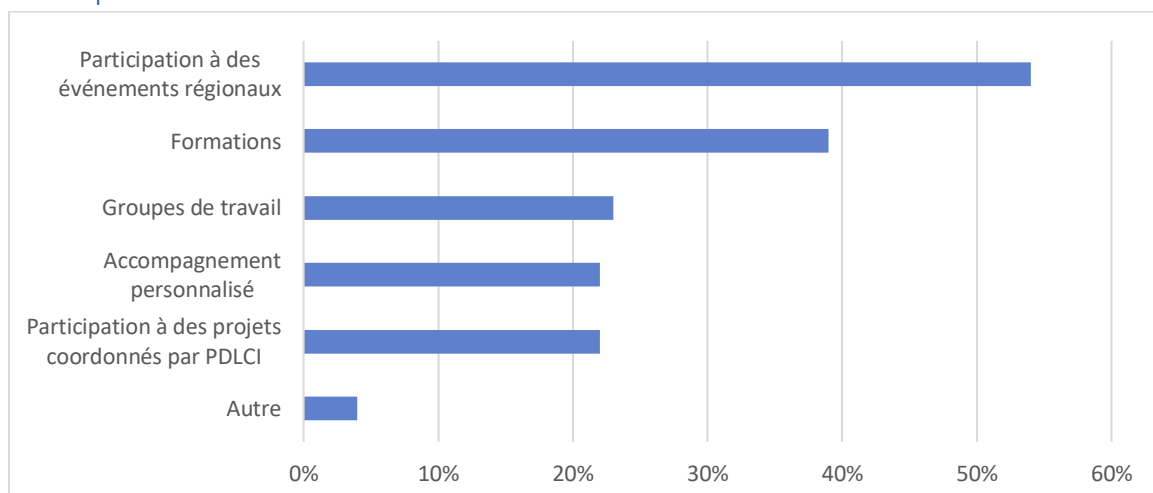
71%

Il ne semble pas exister de lien entre l'adhésion au RRMA et l'évolution de la situation au cours des 3 dernières années.

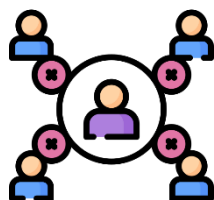
Très peu d'ASI engagées dans des actions d'ECSI n'ont aucun contact avec PDLCI.



Participation aux activités de PDLCI



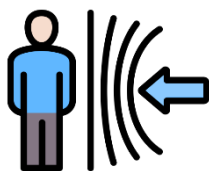
Les répondants citent en moyenne 2,4 activités. Les ASI les plus actives sont les adhérents au RRMA (3,4), les micro-associations (3,4), les ASI âgées de 5 à 10 ans (3,1), les ASI vendéennes (3), les associations engagées en ECSI (2,9) et les associations ayant des salariés (2,8).



1,9

Événements régionaux

Formations



2

Événements régionaux

Formations



3

Événements régionaux

Formations

Groupes de travail

Projets coordonnés par PDLCI



2,8

Événements régionaux

Formations

Groupes de travail

Accompagnement personnalisé

Appréciation des activités (/10) :

Formations	Accompagnement personnalisé	Participation à des événements régionaux	Participation à des projets coordonnés par PDLCI	Groupes de travail
8,21	8,87	7,79	8,75	6,88

Selon le budget des ASI	TOTAL	<10.000 €	10.000-50.000 €	50.000-130.000 €	>130.000 €
Formations	8.21	7.63	8.65	7.92	8
Accompagnement personnalisé	8.87	8	8.85	10	10
Participation à des événements régionaux	7.79	8.25	7.96	6.9	7.2
Participation à des projets coordonnés par PDLCI	8.75	7.8	9	9.17	8.67
Groupes de travail	6.88	6.8	6.92	6.88	

Parmi les activités proposées par PDLCI, les groupes de travail semblent être le moins apprécié car ils ne permettent pas de se rencontrer ni de s'exprimer suffisamment.

L'accompagnement personnalisé est l'activité la plus appréciée, ce qui peut traduire une tension entre les dynamiques collectives et les dynamiques individuelles dans le RRMA.

Attentes vis-à-vis de PDLCI



Les micro-associations sont plus intéressées (29%) par la mission de représentation et de plaidoyer. Les associations de plus de 130 000 € de budget souhaiteraient davantage voir PDLCI s'investir sur des sujets émergents.

D'autres attentes vis-à-vis du RRMA sont ressorties des entretiens :

- Intermédiaire avec des financeurs ayant des AAP (aide à la préparation)
- Simplification / harmonisation des procédures (exemple : uniformisation du formulaire Région PDL / Département 44 / Ville de Nantes cité comme une vraie plus-value)
- Intermédiaire avec les entreprises notamment concernant la réflexion sur l'évolution de la solidarité internationale, l'ECSI, etc.
- Mise en lien pour mutualiser avec d'autres organisations (possibilité que le RRMA lui-même développe des fonctions mutualisées)
- Réflexion stratégique : enjeux nouveaux, financements



47% sont adhérentes, mais celles qui sont membres ne sont pas très actives- 30% sont membres sans participer à aucune activité.

C'est le groupe qui a le plus d'attentes concernant PDLCI en tant qu'opérateur de projets mobilisant les membres.

Il faut faire connaître PDLCI et son offre d'activités à ce groupe (vivier).



Elles ne sont pas souvent membres de PDLCI (13%). Celles qui le sont participent surtout aux événements régionaux.

Les pico-résilientes misent beaucoup sur PDLCI, mais étonnamment pas sur le plan financier. Elles attendent que PDLCI facilite les partenariats, anime le réseau, et fasse du renforcement des capacités sur les sujets émergents.

Elles manifestent une volonté de changement que PDLCI pourrait accompagner.



Elles sont adhérentes à 64%. C'est le groupe le plus actif. Elles s'investissent davantage dans les groupes de travail et ont plus souvent publié leurs projets dans l'annuaire de PDLCI.

Leurs attentes principales vis-à-vis de PDLCI sont la facilitation des partenariats et l'apport de financements. Elles sont intéressées par les sujets émergents. Ces attentes reflètent leur positionnement : volontariste, jouer collectif, être en avance sur les nouveaux enjeux.



Elles sont adhérentes à 71%, soit plus que tous les autres groupes. C'est le noyau central, historique. Elles sont assez actives dans le réseau. Elles apprécient en particulier l'accompagnement personnalisé et sont un peu lassées des événements régionaux.

Elles attendent de PDLCI qu'il facilite les partenariats et amène des opportunités de financements.